

COUR D'APPEL DE PARIS
ARRET DU 11 juin 2021

Pôle 5 - Chambre 2
(n°90)

Numéro d'inscription au répertoire général : n° **RG 20/08663 -**
n° **Portalis 35L7-V-B7E-CB7MC**

Décision déferée à la Cour : décision du 07 avril 2020 - Institut
National de la Propriété Industrielle - RG n° OPP 19-4516/CHO

DECLARANTE AU RECOURS

S.A.S.U. TEAM CONSEIL, agissant en la personne de son
président domicilié en cette qualité au siège social situé 11-13,
avenue de Friedland
75008 PARIS
Immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 380 757 807

Représentée par Me Sylvie KONG THONG de l'AARPI DOMINIQUE
OLIVIER - . SYLVIE KONG THONG, avocate au barreau de PARIS,
toque L 0069
Assistée de Me Juliette DIONISI plaidant pour la SELAS
CASALONGA, avocate au barreau de PARIS, toque K 177

EN PRESENCE DE

**MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (INPI)**
15, rue des Minimes
CS 50001
92677 COURBEVOIE CEDEX

Représenté par Mme Marie BUCCHINI, Chargée de Mission

APPELE EN CAUSE

M. Martin P, agissant pour le compte de la **FONDATION GUSTAVE
EIFFEL**, fondation en cours de formation
[...]

Représenté par Me Stéphane BELLEC de l'AARPI DE BAECQUE -
FAURE - BELLEC, avocat au barreau de PARIS, toque E 218
Assisté de Me Alexandre CHOQUET, avocat au barreau de PARIS,
toque E 218

COMPOSITION DE LA COUR :

En application des dispositions des articles 805 et 907 du code

de procédure civile, l'affaire a été débattue le 15 avril 2021, en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Mme Brigitte CHOKRON, Présidente, chargée d'instruire l'affaire, laquelle a préalablement été entendue en son rapport, en présence de Mme Agnès MARCADE, Conseillère

Mmes Brigitte CHOKRON et Agnès MARCADE ont rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la Cour, composée de :

Mme Brigitte CHOKRON, Présidente
Mme Laurence LEHMANN, Conseillère
Mme Agnès MARCADE, Conseillère

Greffière lors des débats : Mme Carole TREJAUT

Le dossier a préalablement été transmis au Ministère Public, représenté lors des débats par Mme Muriel FUSINA, Avocate Générale, qui a fait connaître son avis

ARRET:

Contradictoire

Par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile

Signé par Mme Brigitte CHOKRON, Présidente, et par Mme Carole T, Greffière, présente lors de la mise à disposition.

Vu le recours formé le 3 juillet 2020 par la société Team Conseil contre la décision du 7 avril 2020 par laquelle le directeur général de l'Institut National de la Propriété Industrielle (l'INPI) a reconnu justifiée l'opposition formée le 11 octobre 2019 par M. Martin P agissant pour le compte de la Fondation Gustave Eiffel, en formation, sur la base de la marque verbale FONDATION GUSTAVE EIFFEL, déposée le 8 octobre 2018 et enregistrée sous le n° 4489392, à la demande d'enregistrement de la marque verbale TOUR EIFFEL AM n° 4570058 déposée le 23 juillet 2019 par la société Team Conseil, et a en conséquence rejeté la demande d'enregistrement,

Vu les dernières conclusions déposées au greffe et notifiées par la société Team Conseil le 25 mars 2021,

Vu les uniques conclusions notifiées et déposées par M. Peter le 4 janvier 2021,

Vu les observations écrites du directeur général de l'INPI en date du 22 mars 2021,

Le ministère public avisé,

SUR CE,

Il est expressément renvoyé à la décision ainsi qu'aux écritures susvisées lesquelles ont été reprises oralement à l'audience du 15 avril 2021 permettant un débat contradictoire.

La société requérante demande à la cour, à titre principal, de surseoir à statuer dans l'attente qu'une décision définitive intervienne sur la validité de la marque FONDATION GUSTAVE EIFFEL n° 4489392, une action en nullité étant actuellement en cours devant le tribunal judiciaire et, à titre subsidiaire, l'annulation de la décision en date du 7 avril 2020.

M. Peter s'oppose à la demande de sursis à statuer au motif qu'il n'est pas justifié du placement de l'assignation devant le tribunal et sollicite à titre subsidiaire la confirmation de la décision du directeur général de l'INPI.

Il apparaît des éléments versés au débat que l'association des descendants de Gustave E (ADGE) ayant pour objet la promotion de la mémoire de Gustave E, M. Alain E, Mme Myriam E, M. Y, Mme Delphine E, M. Philippe E et M. Vincent E ont, par acte en date du 24 juin 2020, fait assigner M. Martin P devant le tribunal judiciaire de Nanterre en nullité de la marque verbale FONDATION GUSTAVE EIFFEL déposée le 8 octobre 2018 et enregistrée sous le n° 4489392, fondement de l'opposition objet de la décision du directeur général de l'INPI ici en cause. Cette assignation a été placée le 30 juin 2020 et enrôlée sous le n° 20/4304.

La nullité de cette marque, si elle est prononcée, ayant un effet rétroactif, et la décision statuant sur l'opposition n'ayant rejeté la demande d'enregistrement déposée par la société Team Conseil que sur une présomption de validité de la marque antérieure, cette dernière est fondée à se prévaloir de la procédure actuellement pendante devant le tribunal judiciaire de Nanterre dont dépend la solution du recours dont la cour est saisie.

Il convient donc de surseoir à statuer sur le recours jusqu'à ce qu'une décision irrévocable intervienne sur la validité de la marque française FONDATION GUSTAVE EIFFEL déposée le 8 octobre 2018 et enregistrée sous le n°4489392.

PAR CES MOTIFS

Sursoit à statuer sur le recours de la société Team Conseil jusqu'à ce qu'une décision irrévocable intervienne sur la validité de la marque FONDATION GUSTAVE EIFFEL déposée le 8 octobre 2018 et enregistrée sous le n°4489392,

Dit que la présente décision sera notifiée par les soins du greffe et par

lettre recommandée avec accusé de réception à la société Team Conseil, à M. Martin P et au directeur général de l'Institut National de la Propriété Industrielle.

La Greffière, La Présidente